



# Nou lé Kapab !

Le Journal de l'Az Do Fèr

N°014

TÉMOIGNAGES DU VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2011 •

Journée mondiale de lutte contre le Sida :

## Le Sida a 30 ans

**En 1988, à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le 1<sup>er</sup> décembre est déclaré journée de lutte contre le Sida. Mais c'est bien avant, en 1981, que les premiers cas officiels de Sida sont apparus. Le Sida a donc trente ans (officiellement), et depuis, les luttes se sont multipliées.**



(photo de Franck Moore / Presse Réunion)

A l'échelle de l'Histoire, le Sida a une histoire relativement récente, mais cela n'empêche que lorsque l'on jette un œil à ces dernières années, du chemin a été parcouru, avec des avancées considérables.

### Trois décennies en quelques mots...

La décennie 80 a été marquée par les premières conférences internationales et séminaires sur le thème du Sida, ainsi que la création des premières associations ou encore les premières campagnes nationales sous le slogan «*Le Sida ne passera pas par moi*». Mais ce n'est pas tout ! La décennie a aussi vu naître le premier test de dépistage, nommé «*Elisa*», et en 1987, la fin de l'interdiction des publicités pour les préservatifs.

Le Sida est reconnu comme une affection de longue durée (ALD) depuis 1986, ouvrant les droits pour une prise en charge à 100% par la Sécurité sociale.

La loi de 1990 sur «*la protection des person-*

**En 1988, à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le 1<sup>er</sup> décembre est déclaré journée de lutte contre le Sida. Mais c'est bien avant, en 1981, que les premiers cas officiels de Sida sont apparus. Le Sida a donc trente ans (officiellement), et depuis, les luttes se sont multipliées.**

*nes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap»* permet au plaignant de se constituer partie civile en demandant à une association de défense des droits (ou de lutte contre le Sida) de soutenir sa plainte.

### Le fameux ruban rouge...

En 1991, le symbole de la lutte contre le Sida apparaît à travers le ruban rouge. Il est l'initia-

tive de Franck Moore, un peintre qui vit et travaille à New York et qui a eu l'idée de créer un symbole de compassion et de solidarité pour la cause du Sida. Il fut inspiré du ruban jaune durant la guerre, symbole d'espoir de voir revenir les soldats sains et saufs.

Ce ruban rouge est le symbole international de la solidarité face à la lutte contre le VIH et le Sida. Il exprime le désir d'aider et de comprendre les personnes qui sont affectées par le VIH/Sida. Mais il est aussi un symbole d'espoir, la couleur rouge est pour le sang et la forme représente l'infini qui est coupé. Porté comme un "V" inversé jusqu'au jour où un remède sera découvert, le "V" signifiera alors "Victoire".

### Encore du chemin à parcourir...

La route est encore longue et les chiffres avancés ont de quoi donner le vertige. Le Sida a causé la mort de quelque 30 millions de personnes. On estime aujourd'hui à environ 34 millions le nombre de séropositifs dans le monde. Chaque jour, 7.000 personnes sont infectées par le virus.

L'ONU s'était fixée pour 2010 l'objectif d'un accès universel aux soins. Or, ce ne sont pas moins de 9 millions de malades qui ne reçoivent pas de traitements.

Ainsi, l'ONU Sida réclame plus de fonds et d'affiner les campagnes de lutte contre la maladie pour consolider les progrès et sauver des millions de vies. Le secrétaire général a d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme indiquant que «*le nombre de personnes qui sont infectées et meurent diminue, mais les ressources internationales nécessaires pour soutenir ce progrès ont décliné pour la première fois en dix ans, en dépit des besoins immenses non satisfaits*».

Enfin, comme le souligne l'ONU Sida, mais aussi bon nombre d'acteurs de terrains, des efforts doivent être fournis pour inciter le plus grand nombre au dépistage.

### Édito

## Cherchez l'erreur !

Ça y est, c'est officiel, le prix du diesel à La Réunion vient d'atteindre un niveau record à 1,26 euro le litre. L'explication nous vient d'un quotidien local: «*Selon un spécialiste interrogé par nos confrères des "Echos", la flambée du diesel est principalement due à l'arrivée de l'hiver dans l'hémisphère Nord, le prix du gazole et celui du fioul domestique de chauffage étant liés parce qu'ils utilisent une partie similaire de pétrole brut*». Cherchez l'erreur!

Autre annonce officielle, d'après le centre de statistiques de l'Union européenne, La Réunion détient le niveau de chômage le plus élevé d'Europe, avec 28,9% de sa population active sans emploi. Chez les jeunes, La Réunion détient aussi le triste record avec 60% des jeunes au chômage, à l'identique du chômage des jeunes Espagnols et devant nos cousins martiniquais (59%) et guadeloupéens (55,1%).

Face à cela, la Région Réunion, par le biais de son président, Didier Robert, a déclaré dans un communiqué que les chiffres du chômage sont «*encourageants et placent notre île parmi les premières régions françaises dans leur manière de résister au contexte économique actuel*». Cherchez l'erreur!

Enfin, la Région Réunion s'apprête à construire la route de tous les records. Une six voies sur la mer reliant La Possession et Saint-Denis. Record en termes de coûts, en termes de matières premières, en termes de technicités... et en termes d'aberrations. La première nous vient du vice-président de la Région Réunion, Dominique Fournel, en charge de la nouvelle route du Littoral, qui a déclaré dans un journal local: «*une route à six voies qui débouche sur une deux voies n'a aucun sens*». Cherchez l'erreur!

## Les chiffres de la semaine :

0

C'est le chiffre phare de l'ONU Sida cette année à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida. Objectif Zéro: zéro infection au VIH, zéro discrimination, zéro décès dû au Sida.

70%

C'est le pourcentage de personnes qui transmettent le VIH et qui ignorent qu'elles sont porteuses du virus.

10%

Parce qu'il n'y a pas que le Sida. Le nombre de personnes porteuses de chlamydiae chez les femmes et les hommes jeunes ayant eu des rapports sexuels est de 8 à 10% à La Réunion contre 5 à 8% en France hexagonale. Cette fréquence est en augmentation cette année. Là aussi, le dépistage est important.

## Elections présidentielles

# Des jeunes mieux préparés, mais de plus en plus incompris

**Depuis le lancement de la campagne présidentielle, la question de la jeunesse refait surface avec son lot de démagogies et de perspectives rocambolesques qui n'auront pas lieu. Alors que le dernier sondage d'Ipsos fait état de la méfiance de la population vis-à-vis de la Jeunesse, la précarité, la misère et le désarroi s'intensifient chez les jeunes.**

L'enquête réalisée par Ipsos/Logica Business Consulting pour le quotidien "Le Monde" expose le portrait d'une génération perdue et enfermée dans les difficultés: emploi, logement, pouvoir d'achat. 81% des interrogés pensent qu'il est difficile d'être un jeune aujourd'hui, et 71% estiment que par rapport à la génération précédente, il est plus difficile d'être un jeune aujourd'hui.

### Les jeunes de plus en plus incompris

Parmi ceux qui, visiblement, n'ont pas compris grand-chose aux jeunes, le ministre de l'Éducation et de la Jeunesse, Luc Chatel, qui défend bec et ongle les actions du gouvernement sans prendre en compte la gravité de la situation des jeunes aujourd'hui à travers la hausse de la précarité et les difficultés croissantes des jeunes scolarisés, diplômés, non diplômés et sans emploi.

*«Ce gouvernement est sans doute celui qui a le plus fait pour la jeunesse depuis 25 ans. Que nous demandent les jeunes? Ils nous disent: "Stop, nous ne paierons plus vos dettes!". Que nous demandent les jeunes? Ils nous demandent une place dans la société (...). Que nous demandent les jeunes? C'est d'être capables de pouvoir exprimer leur générosité dans la société». Exprimer sa générosité dans la société signifie être intégré à celle-ci, ne pas être mis de côté, puis ressorti lors des élections, c'est prendre une part active à la vie de la cité, que ce soit dans les instances décisionnelles ou dans l'activité économique.*

*«Les jeunes nous demandent de prendre des responsabilités. C'est cette majorité qui a voté l'abaissement à 16 ans pour créer une entreprise, Madame la Députée (Huguette Bello - NDLR). C'est cette majorité qui a voté une disposition qui permet à tout jeune de 16 ans de créer*



**A La Réunion, 60% des jeunes sont sans emploi, ni perspectives d'avenir. Les grands chantiers comme le tram-train ou la MCUR, arrêtés par le président de la Région, Didier Robert, auraient relancé l'activité économique de l'île.**

*aujourd'hui, une association. Telle est notre vision de la société: une jeunesse mieux formée, une jeunesse mieux préparée qui peut s'insérer dans la société».*

Prendre ses responsabilités face à la création d'entreprise? Le ministre pousse les jeunes à créer leurs entreprises, mais encore faut-il en avoir les moyens. Le ministre met en avant l'auto-entrepreneuriat chez les 16 ans et plus, mais la responsabilité de l'État est de garantir un environnement économique et social viable pour tous et toutes, dans l'égalité et le respect.

### Une jeunesse au chômage

Malgré les déclarations du ministre de l'Éducation et de la Jeunesse, 60% des jeunes Réunionnais sont sans emploi, ni perspectives d'avenir avec la crise économique et financière et la fin des grands chantiers qui auraient relancé l'activité économique de l'île.

A quelques mois de l'élection présidentielle, le gouvernement UMP tente de miser sur les jeunes et de positiver leur bilan sur la question de la jeunesse. Cependant, le taux de chômage des jeunes

est dû à la crise structurelle et conjoncturelle qui pèse sur l'emploi à La Réunion et l'investissement des communes. De plus, les décisions politiques prises en mars 2010 par la voix de l'UMP Didier Robert ont fortement affaibli le BTP et de nombreux secteurs affiliés.

Aujourd'hui, une génération entière se perd et devra à la prochaine élection présidentielle prendre les mesures nécessaires pour son avenir et pour l'avenir des prochaines générations, qui paieront aussi la dette et les erreurs politiques locales, nationales et internationales.

## Manifestation

# Les Britanniques dans la rue !

**Le plan de rigueur présenté par David Cameron, Premier ministre de la Grande-Bretagne, n'a guère convaincu les Britanniques. Quelques mois après des manifestations étudiantes marquées par d'importants heurts entre manifestants et policiers, les Anglais sont de nouveau descendus dans la rue pour manifester leur opposition à la rigueur budgétaire.**

La France est l'un des rares pays européens où les citoyens se plaisent à faire entendre leurs désaccords par le biais de défilés dans les rues des grandes villes.

Depuis quelques mois, il semblerait que ce moyen de contestation à la française plaît aux Britanniques qui affichent un profond désaccord avec les coupes budgétaires pratiquées par l'actuel gouvernement. L'objectif prioritaire de David Cameron, au pouvoir depuis un peu moins d'un

an, est de résorber le déficit budgétaire de la Grande-Bretagne, actuellement de l'ordre de 10% du PIB, d'ici 2015, afin de protéger la note souveraine AAA du pays sur les marchés de la dette. Cette priorité gouvernementale est bien évidemment celle qui est partagée par la France, le Portugal, l'Espagne ou encore l'Italie, qui consentent à faire peser sur les populations les plus fragiles le refinancement d'un système qui n'a plus d'avenir.

Le gouvernement de la Grande-Bretagne a effectivement décidé d'imposer une cure de rigueur sans précédent, avec des coupes budgétaires de plus de 90 milliards d'euros d'ici à 2015.

Ces diverses coupes budgétaires visent tout d'abord l'accès aux services publics d'enseignement où la sélection par l'argent s'accroît de plus en plus aux portes des universités. De plus, le niveau de vie des Anglais, et notamment celui

des enseignants, est menacé du fait d'une réforme du système des retraites qui viserait à conduire l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans. Selon les syndicats et le département de l'Éducation, 90% des écoles ont fermé leurs portes ce mercredi et plus de deux millions de personnes ont manifesté leur opposition au plan de rigueur qui frappe le pays alors que le taux de chômage est déjà à son plus haut niveau depuis 1994.

## Santé des étudiants

## Faute de moyens financiers, les étudiants renoncent aux soins

**Il y a un mois, l'UNEF et la FAGE tiraient la sonnette d'alarme sur le coût de la santé des étudiants avec un dossier de presse très complet sur leur état de santé. Après le communiqué paru dans notre édition du 4 novembre, nous nous arrêtons aujourd'hui sur la dégradation de la santé des étudiants.**



Si le renoncement aux soins touche l'ensemble de la population, les étudiants, plus fragiles socialement, sont encore plus touchés par ce phénomène.

L'augmentation du coût de la santé a accentué des phénomènes de renoncement aux soins. Les étudiants, déjà frappés par la précarité et par l'augmentation quotidienne du coût de la vie, ne peuvent plus se protéger et garantir leur santé. La moitié des étudiants vit avec moins de 600 euros par mois. Ils sont donc contraints d'arbitrer chaque jour parmi leurs dépenses prioritaires: loyer, frais d'inscription, alimentation, santé).

Faute de prévention suffisante et à cause des difficultés à se saisir du parcours de soin (déclaration du médecin traitant, franchises...), la santé est donc devenue une variable d'ajustement dans les dépenses étudiantes.

Les risques sanitaires sont graves. Des étudiants qui ne se soignent pas aujourd'hui, c'est demain toute la société qui devra en payer les

dégâts. Les jeunes, à l'âge où ils doivent prendre de bonnes habitudes en matière de santé, sont de moins en moins protégés, renoncent à des soins faute de complémentaire santé, et sont trop peu informés du fonctionnement du système de soins.

### Une situation sanitaire et sociale dégradée

Les étudiants sont les premiers touchés par le recul des protections sociales. Selon la dernière enquête de l'EPSE parue en mai dernier, 20% des étudiants jugent que leur état de santé s'est dégradé par rapport à l'an passé et 10% des étudiants ont une maladie chronique. Au-delà des maux physiques, le mal-être psychique est lui aussi en train d'exploser: 38% des étudiants ont eu une période de déprime pendant l'année. De plus, la méconnaissance du système de santé ainsi que le coût de plus en plus important de la santé font augmenter l'automédication. Enfin, les étudiants développent une méfiance généralisée vis-à-vis de notre système de soins qui vient en partie de leur perception assez réaliste du système à deux vitesses mis en place par les réformes successives de l'assurance maladie, les déremboursements ou les franchises médicales.

Pour 50% des étudiants, notre système de santé ne permet pas d'être soigné, quelle que soit sa condition sociale et financière.

### Un renoncement aux soins toujours important chez les étudiants

La dernière enquête sur la santé des étudiants (EPSE) montre un renoncement au soin grandissant chez la population étudiante. Ceci est dû à plusieurs facteurs et, en premier lieu, aux

difficultés financières des étudiants. Déjà précaires avant la crise, ils en ont été les premières victimes: pouvoir d'achat en baisse, hausse du coût de la vie et insuffisance de mesures sociales en leur direction. Alors même que nombre d'étudiants n'arrivent plus à joindre les deux bouts, l'investissement financier qui leur est demandé afin de prendre en charge leurs dépenses de santé passe après celui consacré au logement, à la nourriture et aux frais liés à leurs études.

Si le renoncement aux soins touche l'ensemble de la population, les étudiants, plus fragiles socialement, sont encore plus touchés par ce phénomène.

34% des étudiants ont renoncé à des soins faute de moyens financiers contre 23% sur l'ensemble des assurés sociaux. Le renoncement aux soins concerne principalement les soins «chers» et peu remboursés par l'assurance maladie comme le dentaire ou l'ophtalmologie, mais est également de plus en plus important pour les soins quotidiens, comme aller chez le généraliste.

Aujourd'hui, ce phénomène a atteint une telle ampleur que la France est devenue la championne d'Europe du renoncement aux soins! Ce phénomène est également amplifié par le recul du nombre d'étudiants possédant une complémentaire santé. Or, pour bénéficier d'une protection sociale globale à l'heure où la sécurité sociale ne rembourse plus que 50% de nos frais de santé, avoir une complémentaire est devenue une obligation pour bien se soigner à moindre coût.

Malheureusement, au vu de leur situation sociale dégradée, les jeunes sont de moins en moins nombreux à avoir les moyens d'adhérer à une mutuelle et 19% des étudiants ne disposent pas de complémentaire santé, alors qu'ils étaient

13% en 2005. En comparaison, dans le reste de la population, seuls 5% n'en disposent pas.

En conséquence, le niveau de protection sociale des étudiants est largement insuffisant au regard du transfert de charges croissant qui fait de plus en plus reposer sur eux le coût de leur santé au détriment de la solidarité nationale.

### La santé des étudiants en chiffres

**40 millions d'euros**, c'est la somme qui a été prélevée par l'État sur la santé des étudiants depuis 2007. C'est la moitié de l'argent concédé pour financer le dixième mois de bourse cette année.

**34%** des étudiants déclarent devoir renoncer à un traitement en 2010-2011.

**19%** des étudiants ne peuvent se payer une complémentaire santé.

**20%** des étudiants déclarent que leur santé s'est dégradée depuis l'année dernière.

**92%** des étudiants ont recours à l'automédication en 2010-2011.

**78,15%** d'augmentation des taxes au titre de franchises et participations forfaitaires depuis 2007.

**7,4%** d'augmentation de la cotisation étudiante depuis 2007.

**6,08%** correspond à l'inflation du prix des soins.

(Source: UNEF & FAGE)

### A La Réunion

Si les étudiants ont pour 94% d'entre eux consulté un médecin généraliste au cours des douze derniers mois, le recours à des spécialistes est très faible et plus particulièrement chez le gynécologue. En effet, elles ne sont que 34% à avoir consulté un gynécologue au cours des douze derniers mois contre 51% en France hexagonale.

Par ailleurs, les coûts de la santé à La Réunion étant 20 à 30% plus chers que ceux pratiqués dans l'hexagone et la mise en application récente de la taxe sur les complémentaires santé laissant craindre un renoncement important à une protection sociale globale. Or, 50% des étudiants réunionnais étant boursiers, cela laisse présager à un pur et simple renoncement aux soins.

Service à la personne - Partie 5 :

## Les SAP : État des lieux et Potentialités à La Réunion

**Il s'agit dans cette sous-partie de ne pas proposer une liste exhaustive de tous les organismes existants à La Réunion proposant des services à la personne, mais de dresser un échantillon de ce qui peut se faire sur l'île et d'apprécier leurs marges de manœuvre.**



Lorsque l'on évoque les services à la personne, on parle de ménage, repassage, jardinage, cuisine à domicile, petit bricolage, cours particuliers et d'aides scolaires, etc.

Pour rappel, les services à la personne de base se matérialisent par du ménage, repassage, jardinage, cuisine à domicile, petit bricolage, cours particuliers et aides scolaires, garde d'enfants, aide aux personnes dépendantes (âgées et autres), assistance informatique, aide administrative, surveillance et soin des animaux, etc. Des besoins spécifiques sont aussi déclinés en prestations ou services exceptionnels et/ou ponctuels tels que les travaux de maison, décoration d'intérieur, livraison de repas à domicile, esthéticien(ne) à domicile, sécurité/vigilance à domicile, livraison de courses à domicile, etc.; et de manière générale des réponses à la demande pour certaines structures.

En partant de la base d'un recensement des différentes structures et organismes existants, il convient de catégoriser ces différentes entités. Autrement dit, une classification en typologie des structures est à identifier: nous enregistrons effectivement des sites internet entièrement dématérialisés comme *nénène.fr* ou *servicesalapersonne-*

*domtom.com*, des services publics tels que les *Centres Communaux d'Actions Sociales-CCAS*, des entreprises privées comme *Proxim' Services-Miédaou-Corbeille d'Or-Âge d'Or Services*, etc. et des associations de type Association Solidarité-ARAR-, etc. Toutes ces entités ont des champs d'intervention et d'influence qui varient et fonctionnent par zone géographique. Ces prestations oscillent entre 15 euros et 300 euros selon les modalités et formules d'abonnements de chaque professionnel du secteur. Des devis spécifiques sont également proposés par certains d'entre eux pour des demandes inhabituelles et/ou exceptionnelles. Ces structures sont ouvertes au public globalement du lundi au samedi.

### De nombreux acteurs

De plus, l'économie des activités de services à la personne est caractérisée par un développement soutenu de la demande et une structuration progressive de l'offre. Plusieurs types d'acteurs participent à cette offre:

les salariés directs des particuliers, les employeurs, les associations, le secteur public et enfin les entreprises privées. La pluralité des acteurs et des modes d'intervention (mandataire, prestataire) entretient une certaine confusion au niveau des statistiques du secteur. Si l'emploi direct par les ménages de salariés est le principal canal de la fourniture d'heures de services à la personne, le travail «au noir» fournit une part importante des heures réalisées dont la menace est imprécise (certainement plus d'un tiers).

### Une multitude de services

En somme, le secteur des services à la personne permet d'identifier une multitude de services à proposer tant à la population qu'aux entreprises et collectivités. En ce sens, il serait intéressant, dans un souci d'une meilleure lecture du territoire et de visibilité dans le secteur, de dresser un état des lieux des structures locales par microrégions, communes et quartiers. Suite à cela, la coordination de ce référentiel de prestataires sera assurée

en un lieu central faisant office de guichet unique rassemblant toutes les compétences du secteur. Plus précisément, cette future nouvelle entité publique pourrait proposer par exemple un référentiel très exhaustif de tous les services pouvant être utiles et utilisés sur l'île. À la population ensuite d'en rajouter éventuellement selon les situations de chacun. Cela pourrait faire l'objet d'une première piste de travail.

En d'autres termes, autant nous pouvons dire que c'est un secteur en pleine croissance, qu'il en va de sa pérennité d'en assurer les bons supports administratifs à l'image d'un laboratoire des SAP, devant être initié par les pouvoirs publics locaux pour accompagner les entreprises privées dans leur développement.

La prochaine édition reprendra de manière succincte l'ensemble des informations publiées et mettra en évidence quelques pistes de réflexion supplémentaires à celles proposées aujourd'hui.

## Nou ar trouve !

Remerciements à toutes et tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce journal, Béatrice L., Stéphane M., Gilles L., Hassan I., Retrouvez nous sur FB « L'Az Do Fèr », sur le blog [www.noulekapab.com](http://www.noulekapab.com)! RDV Vendredi prochain ! [contact@noulekapab.com](mailto:contact@noulekapab.com)

